

# L'opposition questionne la majorité sur divers dossiers

Au dernier conseil municipal, les quatre élus de l'opposition, Jean Miellet, Anne Morris, Bruno Berlioz et Olivier Bourquard, ont questionné les élus de la majorité sur la stratégie de développement communal, l'urbanisme, la vie sociale et démocratique, les travaux et aménagements, le plan de circulation et l'environnement.

## ■ Dossier Lyon-Turin

Les élus de l'opposition ont demandé si « un élu suit spécifiquement le dossier du Lyon-Turin car c'est un projet qui concerne l'avenir de la commune dans sa totalité. » Ils ont appris que Valérie Saclier, 5<sup>e</sup> adjointe, est déléguée au suivi de ce dossier. La maire, Martine Venturini a eu un échange récemment avec Da-

niel Ibanez (N.D.L.R. : coordinateur du collectif des opposants au projet Lyon-Turin) : « Rien ne devrait bouger avant longtemps à cause des problèmes financiers de l'État. Nous ne savons rien de plus. »

## ■ Agriculture nourricière

À propos de l'achat de terres, de l'installation d'un maraîcher, Martine Venturini a répondu qu'il n'y a « pas de politique dans ce sens ».

Fabrice Blumet, adjoint au maire délégué à l'agriculture, a ajouté que « toutes les terres sont prises, aucune terre ne se libère. Les terres ne sont pas favorables au maraîchage. »

## ■ Démocratie participative

Pour la démocratie partici-

pative, Jean Miellet, conseiller municipal d'opposition a proposé de créer des commissions municipales. La maire a répondu que ce n'était pas prévu.

## ■ Centre de loisirs

Quant à l'ouverture du centre de loisirs cinq jours pendant les vacances scolaires, Emmanuelle Gioanetti, adjointe à l'enfance/jeunesse a répondu que « c'est compliqué, car cela créera de nouvelles obligations : ouverture de la cantine, embauche d'un directeur adjoint, salle de sieste, et donc des coûts supplémentaires. Il n'y a pas d'échéance fixée mais nous espérons au plus tard en 2023. »

## ■ Enfouissement

## des réseaux

Les quatre élus ont entendu qu'il n'y a pas de « stratégie d'enfouissement des réseaux quartier par quartier », ni de « stratégie ou de concertation pour le plan de circulation ».

## ■ Investissement du bilan énergétique

Ils ont demandé pourquoi l'investissement du bilan énergétique des bâtiments communaux n'est pas inscrit dans le budget primitif 2021 : « Un contact est établi avec Jean-Michel Chalons de Grésin : 160 panneaux pourraient être installés sur le bâtiment des services techniques. »

À leur question sur l'inventaire des toitures communales : « Il n'y a pas d'étude. »